



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A COMPTER DU 1^{er} janvier 2022, les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, concernant la formation des élus locaux, sont entrées en vigueur. Les objectifs poursuivis par ces nouvelles dispositions sont la formation d'un plus grand nombre d'élus, l'amélioration de la qualité de l'offre proposée et de l'articulation entre les différents dispositifs de formation (Compte Personnel de Formation (CPF), Droit Individuel à la Formation des Elus (DIFE) et formations financées par la collectivité), ainsi que la rationalisation des dépenses des collectivités en la matière en favorisant les économies d'échelle.

Les communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre se voient offrir, en ce sens, deux options alternatives. Celles-ci, issues de l'ordonnance n° 2021-45 du 20 janvier 2021, ratifiée le 17 juin 2021, et codifiées à l'article L.2123-14-1 du Code général des collectivités territoriales, sont les suivantes :

- Les communes peuvent opter pour le transfert du droit à la formation de leurs élus au niveau intercommunal ;
- Elles peuvent également choisir de développer au niveau intercommunal des outils communs visant à favoriser ce droit à la formation.

Dans la mesure où les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole n'ont pas choisi de lui transférer la gestion de l'exercice du droit à la formation de leurs élus, la Métropole doit délibérer sur « *l'opportunité de proposer des outils communs visant à développer la formation liée à l'exercice du mandat des élus des communes membres prévue à l'article L.2123-12 du Code général des collectivités territoriales* ». Les dispositifs envisagés devront être précisés dans cette délibération, et peuvent notamment comprendre l'élaboration d'un plan de formation, les règles permettant d'en assurer le suivi, le financement des actions de formation (celui-pouvant être partagé entre la commune membre, la Métropole et le DIFE) et l'évaluation.

Dans la perspective de l'éventuelle mise en œuvre de dispositifs communs, il est souhaitable de conduire une étude préalable permettant premièrement de recueillir, le cas échéant, les souhaits des communes membres à ce sujet. Deuxièmement, il s'agit de pouvoir évaluer en amont les ressources nécessaires à la mise en place d'outils communs. Enfin, l'étude s'intéressera également aux dispositifs développés par d'autres EPCI, et notamment des métropoles. Lorsque cette étude aura été menée à son terme, elle constituera un support permettant au Conseil de Métropole de se prononcer sur l'éventuelle mise en place d'outils communs de formation en faveur des élus des communes membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192323-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.